



SERVICE INDUSTRIEL DE
L'AERONAUTIQUE

Cahier des clauses techniques particulières

CCTP n° 2024/010/AIACP/DEQ

Version: V.0

CCTP pour les sites de ⁽¹⁾

AB

☐

BR

☐

BX

☐

CF

☐

CP

☒

DS

☐

OBJET

Fourniture, mise en service d'un chariot élévateur frontal électrique

N° marché

Autres références

Résumé

Ce document constitue le cahier des charges techniques pour l'acquisition par la Division Equipements de l'AIA de Cuers-Pierrefeu :

- Chariot élévateur frontal électrique avec chargeur catégorie 3 (≤ à 6 Tonnes).
- installation et mise en route du matériel.

Entité émettrice : DEQ/2040

Mots-clés : Chariot élévateur frontal électrique

APPROBATION

Rédigé par

Nom : BROCHEN ARNAUD

Date : 15 Novembre 2024


20/02/25

Responsable assurance
qualité fournisseurs

Nom : THOMAS Christian

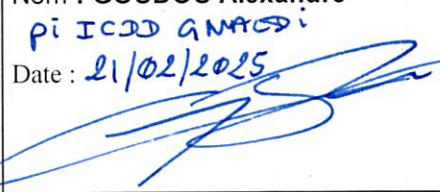
Date : 21/02/2025



Approuvé par :

SDT

Nom : GOUDOU Alexandre


pi ICCD ANACDI
Date : 21/02/2025

Nom du prescripteur GONZALEZ Romuald

Diffusion version approuvée

- Externe :
- Interne : 1101 - 2000 - 2040 - 2900 – 29A0

Version	Date	§ Modifié	Nature de la modification	Justification	Rédacteur
0					BROCHEN

1- OBJET / CONTEXTE	4
2- DOCUMENTS ET TERMINOLOGIE	4
2.1- DOCUMENTS DE REFERENCE A APPLIQUER.....	4
2.1.1- Documents généraux	4
2.1.2- Documents spécifiques au produit	4
2.2- TERMINOLOGIE	5
3- EXIGENCE DE RESULTATS TECHNIQUES	5
3.1- PRESENTATION DU MATERIEL ET DE SON UTILISATION	5
3.1.1- Utilisation	5
3.1.2- Conditions ambiantes d'utilisation	5
3.1.3- Condition ambiante lors des périodes de non utilisation	5
3.2- NATURE ET OBJECTIF DE LA PRESTATION	6
3.2.1- Nature de la prestation	6
3.2.2- Objectif de résultat	6
3.3- EXIGENCES FONCTIONNELLES	6
3.4- SPECIFICATION DES TRAVAUX ET FOURNITURES ASSOCIEES	6
3.5- EXIGENCES PARTICULIERES	6
3.5.1- Exigences SST (plan de prévention, risques particuliers, accidents du travail, assurance fournisseur)	6
3.5.2- Engagement du titulaire vis-à-vis de l'environnement	8
3.5.3- Exigences relatives aux protections des infrastructures	8
3.5.4- Exigences particulières relatives au site	8
3.5.5- Exigences liées à l'exécution de la prestation proprement dite	9
3.5.6- Exigences concernant les consommables et les pièces d'usure	9
3.5.7- Exigences relatives à l'arrêt de la prestation	9
3.6- SURETE DE FONCTIONNEMENT - EXIGENCES OPERATIONNELLES	9
3.6.1- Disponibilité	9
3.6.2- Fiabilité	9
3.7- CLAUSES DEFINISSANT LES CONTRAINTES TECHNIQUES	9
3.8- OPERATIONS DE VERIFICATION DE LA CONFORMITE, DE RECEPTION DU PRODUIT	10
3.9- CONDITION DE LIVRAISON (PREPARATION, STOCKAGE, TRANSPORT, MANUTENTION, PRESERVATION) ET D'EMBALLAGE ..	10
3.10- CONDITION DE GARANTIE	11
4- EXIGENCES DE MANAGEMENT	11
4.1- MAITRISE DES EVOLUTIONS ET DES MODIFICATIONS	11
4.2- DISPOSITIONS RELATIVES A LA MAITRISE DES PERFORMANCES DE SURETE DE FONCTIONNEMENT	11
4.3- SYSTEME DE MANAGEMENT DE LA QUALITE	11
5- EXIGENCE D'ASSURANCE DE LA QUALITE	11
5.1- REALISATION DU PRODUIT	11
5.1.1- Détermination et revue des exigences	11
5.1.2- Maîtrise des achats et des sous contractants (vérification du produit acheté)	11
5.1.3- Identification, marquage, traçabilité et maîtrise de la propriété du client	11
5.2- MESURES, ANALYSE ET AMELIORATION	12
5.2.1- Surveillance et mesures (audit interne, processus, produit)	12
5.2.2- Maîtrise du produit ou de la prestation non conforme	12
5.3- RESPONSABILITES, PLANIFICATION, COMMUNICATION	12
5.4- MANAGEMENT DES RESSOURCES	12

1- OBJET / CONTEXTE

L'équipe de transit et emballage de la Division Equipements est chargée du transport et la manutention d'hélices, caisses, équipements provenant de DMAè et autres divisions.

A ce titre un chariot élévateur électrique devient indispensable pour assurer les manutentions des divers matériels (en remplacement du chariot élévateur thermique vieillissant).

2- DOCUMENTS ET TERMINOLOGIE

2.1- DOCUMENTS DE REFERENCE A APPLIQUER

2.1.1- Documents généraux

- Code du Travail (application des règles techniques de la quatrième partie)
- Code de l'environnement – livre V – titre I/ parties législatives et réglementaires et textes associés applicables (décrets, arrêtés, circulaires).
- Arrêté du 13 novembre 2020 portant approbation de l'instruction générale interministérielle n° 1300 sur la protection du secret de la défense nationale
- Arrêté du 19 mai 2020 relatif aux modalités d'application des règles relatives aux interventions d'entreprises extérieures et aux opérations de bâtiment et de génie civil dans un organisme du ministère de la défense
- Instruction générale interministérielle n°1300/SGDN/PSE/SDD du 25 août 2003 relative à la protection du secret de la défense nationale.
- Norme ISO 9001 du 19/09/2015.
- Les directives de la communauté européenne (directives CE) applicables à la fourniture.

2.1.2- Documents spécifiques au produit

- Norme NF C 15-100 - Pour les installations électriques
- Normes NF EN 62619 et NF EN 62620 : Spécifiques aux batteries lithium-ion
- Directives 2014/35/UE applicable à la fourniture de matériels électriques
- Directive machines 2006/42/CE – Normes de fabrication des appareils de manutention
- Norme NF EN ISO 3691 - Chariots de manutention – Exigences de sécurité
- Norme NF EN 13490 - Vibrations mécaniques des chariots de manutention

2.2- TERMINOLOGIE

AIA - CP	:	Atelier Industriel Aéronautique de Cuers-Pierrefeu
CE	:	Conformité Européenne
CCTP	:	Cahier des Clauses Techniques Particulières
DEQ	:	Division Equipements
DMR	:	Département Maîtrise des Risques
EN	:	Norme Européenne
RTAIA	:	Responsable Technique de l'AIA CP nommément désigné dans le plan de management et plan de prévention
RTEC	:	Responsable Technique de l'Entreprise sur le site nommément désigné dans le plan de management et plan de prévention

3- EXIGENCE DE RESULTATS TECHNIQUES

3.1- PRESENTATION DU MATERIEL ET DE SON UTILISATION

3.1.1- Utilisation

Le chariot élévateur électrique est destiné principalement au déplacement de :

- Hélices , caisses , équipements pouvant parfois aller jusqu'à 3 T

3.1.2- Conditions ambiantes d'utilisation

Ce chariot élévateur servira principalement à rentrer et à sortir les matériels cités au §3.1.1, dans le local 5 et 23 du bâtiment 402.

Caractéristiques des locaux :

- Longueur : 14,56 m(local 23) et (local 5 GT circulation d'élévateur)
- Largeur : 20 m, (local 23) et (local 5 GT circulation d'élévateur)
- Hauteur : 4.80m, (local 23) et (local 5 GT circulation d'élévateur)
- Hauteur de passage sous porte : 2.66 m, (local 23) et (local 5 GT circulation d'élévateur)
- Largeur da passage de porte : 2.98 m, (local 23) et (local 5 GT circulation d'élévateur)
- Sol béton peint (type atelier de travail). (local 23) et (local 5 GT circulation d'élévateur)

A l'extérieur de ce local, le sol est goudronné. Le chariot ne circulera que sur le site de l'AIA - CP principalement de jour.

3.1.3- Condition ambiante lors des périodes de non utilisation

Le chariot pourra être stationné sous un abri prévu à cet effet, ou sur une place de parking goudronnée.

Le lieu dédié pour le rechargement de la batterie, sera en extérieur, aéré et abrité des intempéries (son implantation précise reste à définir à ce jour).

En cas de remplacement de la batterie, une aire de travail est identifiée sur le site de l'AIA-CP .

3.2- NATURE ET OBJECTIF DE LA PRESTATION

3.2.1- Nature de la prestation

Fourniture d'un chariot élévateur électrique catégorie 3 avec chargeur, ce chariot pourra soulever une charge de 3 tonnes maximum.

3.2.2- Objectif de résultat

Le chariot élévateur doit pouvoir soulever une charge de 3 tonnes maximum.

3.3- EXIGENCES FONCTIONNELLES

Fourniture du chariot élévateur avec chargeur.

Livraison et mise en service sur le site de l'AIA-CP, y compris les raccordements électriques sur prises existantes nécessaires au fonctionnement du chargeur. La prestation attendue comprendra une formation du personnel (3 personnes déjà autorisées à conduire ce type de véhicule) permettant aux utilisateurs de connaître l'ensemble des fonctionnalités de ce matériel ainsi que les procédures de vérification et de maintenance « premier niveau » de l'élévateur.

Cette prestation sera réalisée sur le site de l'AIA-CP après constatation du bon fonctionnement de l'élévateur.

Maintenance préventive de 12 mois de l'élévateur durant la période de garantie, conformément aux § 3.4 et 3.10.

3.4- SPECIFICATION DES TRAVAUX ET FOURNITURES ASSOCIEES

LE TITULAIRE DOIT ASSURER :

- Le déchargement du chariot sur le site de l'AIA-CP.
- La mise en route du chariot élévateur avec l'installation de son chargeur raccordé au réseau
- La formation sur site du personnel utilisateur. Les utilisateurs doivent être capables d'utiliser le chariot en autonomie complète. Ils recevront une attestation de formation.
- La maintenance prévue durant les 12 premiers mois

3.5- EXIGENCES PARTICULIERES SST/ENV

3.5.1- Exigences SST (plan de prévention, risques particuliers, accidents du travail,)

L'AIA-CP étant certifié selon la norme ISO 45001 relative au système de management de la santé et sécurité au travail (SMSST), l'atelier industriel de l'aéronautique de Cuers-Pierrefeu (AIA-CP) rappelle qu'il est important de maîtriser les risques professionnels liés aux activités réalisées par votre entreprise dans le cadre du contrat qui nous lie.

L'AIA-CP attire l'attention du titulaire sur l'obligation de respect du code du travail et du code de l'environnement, et de s'en assurer également auprès de ses fournisseurs et ses entreprises sous-traitantes.

-Intervention entreprise extérieure

Le titulaire s'engage à respecter la politique SST en Environnement mise en place sur le site.

En outre, il s'engage également à respecter les dispositions qui figurent dans l'arrêté du 19 mai 2020 relatif aux modalités d'application des règles relatives aux interventions d'entreprises extérieures et aux opérations de bâtiment et de génie civil dans un organisme du ministère de la défense.

-Obligations règlementaires du chef d'entreprise extérieure envers l'entreprise utilisatrice :

La disposition de l'article R. 4511-10 du code du travail prévoit que les chefs des entreprises extérieures fassent connaître par écrit à l'entreprise utilisatrice :

- 1° La date de leur arrivée et la durée prévisible de leur intervention ;
- 2° Le nombre prévisible de travailleurs affectés ;
- 3° Le nom et la qualification de la personne chargée de diriger l'intervention ;
- 4° Les noms et références de leurs sous-traitants, le plus tôt possible et en tout état de cause avant le début des travaux dévolus à ceux-ci ;
- 5° L'identification des travaux sous-traités.

Suite à la transmission des informations suscitées et avant toute intervention d'une ou plusieurs entreprises extérieures (et y compris leurs sous-traitants), il est procédé à l'initiative du responsable de suivi de contrat (RSC) ou du responsable technique de l'AIA-CP (RTAIA) à une inspection commune préalable (ICP).

Le délai de prévenance de l'ICP recommandé est d'une semaine, quel que soit l'éloignement géographiquement de l'entreprise titulaire.

A l'issue de l'inspection commune préalable, et en fonction des résultats de l'analyse des risques liés au interférences, il sera établi :

- Soit une attestation d'inspection commune préalable (AICP) ;
- Soit un certificat d'analyse des risques et des mesures prises ;
- Soit un plan de prévention.

-Engagements du titulaire liés aux opérations de chargement et déchargement :

Des dispositions relevant du code du travail (articles R-4515-1 à R-4515-11) sont mises en œuvre afin de prendre en compte les spécificités liées aux opérations de chargement et de déchargement réalisées par une entreprise extérieure sur le site d'un organisme utilisateur.

L'élaboration du document écrit est un « protocole de sécurité » qui devra être établi entre l'organisme d'accueil (RTEC ou son représentant) et le transporteur (Chef d'entreprise ou conducteur) selon le modèle en vigueur à l'AIA-CP

Ce protocole est destiné à organiser le travail afin que la sécurité de tous soit respectée notamment en ce qui concerne les modalités de livraison et moyens mis en œuvre.

-Formations à la sécurité

Le titulaire s'engage à faire effectuer les travaux par du personnel qualifié, compétent, ayant reçu préalablement la formation réglementaire, disposant des habilitations requises, apte médicalement et en situation régulière vis-à-vis de la réglementation contre le travail illégal.

Pour ce qui concerne la prestation, le directeur de l'AIA-CP rappelle au titulaire qu'il est de son ressort d'assurer notamment la formation de ses personnels à la sécurité au poste de travail et plus particulièrement dans l'application des mesures préventives (formation et habilitation) destinées à prévenir les risques liés à l'utilisation de courants électriques, à l'utilisation des appareils de levage et de manutention, etc..

Un rappel doit être fait aussi sur l'interdiction d'utiliser des appareils électriques non anti-déflagrants, des téléphones mobiles, des briquets, des postes radiophoniques, des matériels pouvant provoquer une explosion ou un incendie par étincelle, flamme etc., ainsi que sur l'interdiction d'introduire ou de consommer des boissons alcoolisées.

Le titulaire s'engage également à transmettre aux agents intervenants l'organisation relative :

- à la remontée d'information en cas de défaillance d'un moyen de protection ou de génération d'interférence avec les activités de l'AIA-CP;
- aux premiers secours et à la conduite à tenir en cas d'accident ou de sinistre.

-Matériel utilisé :

Le matériel utilisé par le titulaire devra être en bon état de fonctionnement, conforme et vérifié par rapport aux normes en vigueur.

Les machines, appareils, outils, engins, matériels, installations fournis et utilisés par le titulaire ci-après désignés par les termes d'équipement de travail doivent être conçus et construits de façon que leur mise en place, leur utilisation, leur réglage, leur maintenance, dans des conditions d'utilisation conformes à leur destination, n'exposent pas les personnes à un risque d'atteinte à leur sécurité et à leur santé.

-Accident de travail :

Le titulaire s'engage à signaler à l'AIA-CP tout accident de son personnel survenant lors d'une intervention dans l'enceinte de l'établissement.

-Conformité des installations des matériels ou des machines à la réception :

Le titulaire s'engage à fournir avant la réception du chariot élévateur, objet du présent CCTP :

- l'ensemble du dossier constructeur précisant les conditions d'utilisation, d'installation, l'entretien, la vérification générale périodique, etc.
- un certificat de conformité conforme aux normes en vigueur.
- un procès-verbal de mise en service de l'installation réalisée par une entreprise accréditée.

3.5.2- Engagement du titulaire vis-à-vis du respect de l'environnement

L'AIA-CP étant certifié ISO 14001, le titulaire devra, lors de ses interventions, respecter la politique environnementale mise en place sur le site, notamment :

Le titulaire s'engage à respecter :

- Le tri des déchets* (*aucun dépôt sauvage n'est accepté*)
- L'utilisation rationnelle de l'énergie et de l'eau (si besoin)

Le titulaire s'engage à signaler à l'AIA toute atteinte ou risque d'atteinte à l'environnement, à la faune ou la flore du site, liés ou non à sa prestation.

**Le cas échéant : Pour tous déchets résultant de sa prestation (ferrailles, déchets industriels banals ou spéciaux, ...) le titulaire devra respecter les procédures de stockage, de transport et d'élimination qui lui seront communiquées par l'AIA-CP et à transmettre, au BMR, les éventuels bordereaux de suivi.*

3.5.3- Exigences relatives aux protections des infrastructures

Tout dommage causé aux installations et équipements de l'AIA-CP sera à charge du titulaire.

3.5.4- Exigences particulières relatives au site

L'AIA-CP étant classé point sensible de 1ère catégorie et Etablissement à Régime Restrictif, l'accès y est subordonné à un contrôle élémentaire préalable pour toute personne devant intervenir sur le site. L'officier de sécurité du site peut refuser l'accès à toute personne n'ayant pas satisfait à ce contrôle élémentaire préalable.

3.5.5- Exigences liées à l'exécution de la prestation proprement dite

Les tâches de manutention pendant l'installation sont à la charge du titulaire et s'effectuent sous sa responsabilité, il doit pour cela prévoir tous les outillages et moyens nécessaires à l'exécution de la prestation, y compris les moyens de manutention. L'AIA-CP ne fournit pas de moyen de manutention..

Tous les raccordements de l'installation aux réseaux existants sont à la charge du titulaire.

3.5.6- Exigences concernant les consommables et les pièces d'usure

Sans objet.

3.5.7- Exigences relatives à l'arrêt de la prestation

Sans objet.

3.6- SURETE DE FONCTIONNEMENT - EXIGENCES OPERATIONNELLES

3.6.1- Disponibilité

Le chariot élévateur devra être capable de fonctionner deux fois 1 heure par jour en continu sans rechargement.

3.6.2- Fiabilité

Sans objet.

3.7- CLAUSES DEFINISSANT LES CONTRAINTES TECHNIQUES

L'ensemble des normes énumérées au § 2.1. est applicable à la fourniture et, en particulier, la totalité des prescriptions prévues par le code du travail.

Descriptions techniques du chariot élévateur attendues :

- Energie : Electrique.
- Tablier : à déplacement latéral.
- Ensemble d'élévation : Mât télescopique à grande visibilité, hauteur de levage environ 3 Mètres.
- Hauteur du mât abaissé : 2600 mm maximum.
- Hauteur du toit de protection maximum : 2000 mm.
- Capacité nominale/charge: 3 Tonnes Minimum.
- Cabine avec porte, pare-brise, lunette arrière et vitre de toit, rétroviseur, essuie glace et phare d'éclairage réglable.
- Longueur des fourches : 1200 mm.
- Gyrophare feu à éclats et avertisseur sonore en marche arrière.
- Siège ergonomique avec absorbeurs de chocs : Le siège est équipé de systèmes d'absorbeur de choc qui absorbent les vibrations (testés selon la norme EN13490 :2009).
- Siège réglable à minima : avec le poids du conducteur, l'inclinaison du dossier, l'ajustement avant / arrière, et le réglage en hauteur.

- Circulation en extérieur et intérieur sur bitume et béton.
- Circulation de jour, ou de nuit.
- Environnement d'emploi non ATEX.
- Pneus pleins souples.
- Frein de parc automatique.
- Capacité nominale : 3 T Minimum avec centre de gravité à 500 mm et 1,500 T à 1000 mm.
- Direction hydrostatique.
- Livré avec Batterie LI-on et chargeur.
- Rétroviseurs intérieur (panoramique) et extérieur.
- Mât, Duplex.
- TDLi + Positionneur de fourches "VIEW" pour optimiser la visibilité (Accessoire / fourches).
- Signal d'avertissement lumineux alerte piéton.
- Brassage, remplissage d'eau centralisé.
- Eclairage route.

La documentation technique, sous format papier en deux exemplaires + un support informatique de type CD ROM, clef USB sous format PDF ou Word, elle devra comprendre les éléments suivants :

- un guide de maintenance et d'utilisation rédigé en français en 2 exemplaires contenant :
- le manuel d'utilisation.
- les instructions relatives à la mise en service, la manutention, l'installation et le montage de façon à effectuer ces opérations sans risque. Concernant les opérations de maintenance le titulaire en précisera la nature, la fréquence, et les conditions.
- la nomenclature des composants utilisés et les pièces de rechange.

3.8- OPERATIONS DE VERIFICATION DE LA CONFORMITE, DE RECEPTION DU PRODUIT

Ce chariot entre dans le champ d'application des directives CE, l'acceptation de celui-ci est soumise à la fourniture de la déclaration de conformité CE par le fournisseur **et** doit s'accompagner de documents vitaux :

La réception sera prononcée par le chef de la Division Equipements (ou de son représentant) après validation par le RT/AIA des points suivants :

- validation des exigences définies au § 3.3, 3.4, et 3.7
- présence de la documentation demandée :
 - un certificat CE (conforme à la directive machine 2006/42/CE) ;
 - un manuel d'instructions (pour cariste) ;
 - une notice d'entretien ;
 - un carnet de bord

Ces documents doivent obligatoirement être rédigés en Français.

3.9- CONDITION DE LIVRAISON (PREPARATION, STOCKAGE, TRANSPORT, MANUTENTION, PRESERVATION) ET D'EMBALLAGE

Le transport depuis l'atelier du fournisseur jusqu'au site de l'AIA-CP, ainsi que le déchargement et la mise en place sur l'aire prévue à cet effet sont assurés par le titulaire et sous son entière responsabilité.

3.10- CONDITION DE GARANTIE

La période de garantie est de 12 mois pour l'ensemble de la fourniture (y compris les batteries) et prend effet à l'issue de la réception définitive. La garantie couvre les pièces détachées, la main d'œuvre, l'assistance technique, les frais annexes qui découlent des interventions.

Le délai d'intervention au titre de la garantie est fixé à 48 heures (ouvrées) suivant la demande de l'AIA (appel téléphonique confirmé par mail, ou fax).

Le délai maximal de remise en état des matériels sous garantie sera fixé, dans chaque cas particulier, par l'AIA après consultation du titulaire. Ce délai reportera d'autant la période de garantie.

4- EXIGENCES DE MANAGEMENT

4.1- MAITRISE DES EVOLUTIONS ET DES MODIFICATIONS

Toute modification envisagée par le titulaire doit être soumise à l'accord de l'AIA CP par l'intermédiaire du service achats, à l'attention de l'acheteur concerné.

4.2- DISPOSITIONS RELATIVES A LA MAITRISE DES PERFORMANCES DE SURETE DE FONCTIONNEMENT

Sans objet

4.3- SYSTEME DE MANAGEMENT DE LA QUALITE

Exigences relatives à la documentation

Le titulaire fournira à l'AIA-CP:

- une déclaration de conformité du chariot élévateur après installation et mise en route.
- les documents demandés au §3.7 et 3.8.
- une déclaration de conformité CE.

Le chariot élévateur doit porter le signe de conformité CE dans un endroit visible et il doit être imprimé sur un matériau de façon indélébile.

5- EXIGENCE D'ASSURANCE DE LA QUALITE

5.1- REALISATION DU PRODUIT

5.1.1- Détermination et revue des exigences

Sans objet.

5.1.2- Maîtrise des achats et des sous contractants (vérification du produit acheté)

Le titulaire doit répercuter les présentes exigences d'assurance qualité à ses sous contractants.

5.1.3- Identification, marquage, traçabilité et maîtrise de la propriété du client

Le constructeur apposera une plaque indiquant : le type de la machine, son n° de série, l'année de fabrication, le nom et l'adresse du fabricant, et une plaque d'identification C.E.

Les inscriptions figurant sur le chariot élévateur doivent être conformes à la réglementation en vigueur.

5.2- MESURES, ANALYSE ET AMELIORATION

5.2.1- Surveillance et mesures (audit interne, processus, produit)

Sans objet

5.2.2- Maîtrise du produit ou de la prestation non conforme

Toute dérogation aux exigences spécifiées doit faire l'objet d'une demande écrite adressée au Département Achats, à l'attention de l'acheteur concerné. La décision de l'AIA-CP sera notifiée par écrit dans un délai maximum de 2 mois.

5.3- RESPONSABILITES, PLANIFICATION, COMMUNICATION

Sans objet.

5.4- MANAGEMENT DES RESSOURCES

Le titulaire doit s'assurer qu'il détient lors de l'exécution du contrat tous les moyens nécessaires (y compris humains) à la réalisation de la prestation.